

**LE TERRORISME FRAPPE ENCORE À BOUIRA**

# Deux gendarmes assassinés à El-Adjiba

**Avant-hier, aux environs de 22 heures, deux gendarmes en civil et, qui se rendaient à un café-restaurant sur la bretelle d'El-Adjiba, à 26 kilomètres au sud-est de Bouira, ont été froidement assassinés par des terroristes, au moment où ils s'apprêtaient à s'y attabler, apprend-on de sources concordantes.**

D'après nos sources, les deux gendarmes qui faisaient partie de la brigade motorisée chargée de la sécurisation de l'autoroute Est-Ouest, implantée au coin de cette bretelle, près de l'autoroute et non loin du café-restaurant, étaient en tenue civile et n'étaient pas armés.

Les terroristes les auraient vraisemblablement pistés depuis plusieurs semaines pour étudier minutieusement leurs habitudes et leurs mouvements.

D'après les mêmes sources,

les terroristes étaient au nombre de quatre, et au moment où deux d'entre eux s'étaient introduits à l'intérieur du café-restaurant pour accomplir leur macabre besogne, les deux autres assuraient les arrières en se positionnant à l'extérieur.

Après leur forfait, les quatre terroristes se seraient éclipsés à la faveur de la nuit en se faufilant à travers les oliviers pour aboutir à quelques dizaines de mètres sur une piste située le long d'un oued dont les origines commen-

cent par de petits ruisseaux dans la fameuse forêt de Tamellahth réputée depuis les années 1990 comme étant le terreau des terroristes, et depuis peu comme un lieu de prédilection du groupe Djound Al Khilafah affilié à Daesh et dont la dernière apparition a eu lieu le 16 janvier quand il avait intercepté un groupe de chasseurs auxquels il avait subtilisé quatre fusils de chasse.

Cela outre le fait que ce cours d'eau se termine dans l'oued Sahel dont le versant nord donne sur les régions de Semmache et M'chédallah, et tout le versant sud du Djurdjura.

C'est dire si ce groupe terroriste avait bien calculé son coup en étudiant bien son repli en



Le lieu où ont été assassinés les 2 gendarmes.

Photo : DR

toute quiétude en ayant largement le choix de rejoindre la forêt de Tamellahth ou la région de Semmache.

Aussi, de par la chronologie des événements, il est fort probable que le groupe terroriste auteur de cet attentat serait le même qui avait intercepté ces chasseurs le 16 janvier dernier et le même qui rôdait depuis des mois dans la région comprise entre la région de M'chédallah jusqu'à Semmache, du côté nord, et la région de Tamellahth, dans le côté sud.

Un groupe qui a été signalé à plusieurs reprises, qui a délesté des citoyens de leurs véhicules en plein jour, qui a attaqué en novembre dernier un convoi d'expatriés qui étaient escortés par

une partie des gendarmes de la brigade motorisée d'El Adjiba dont les deux gendarmes victimes de l'attentat d'avant-hier faisaient partie, mais qui a toujours réussi à échapper aux multiples opérations de ratissage entamées après chacune de ses apparitions.

Cela étant, rappelons qu'hier encore, les forces combinées de l'ANP et de la gendarmerie étaient déployées en force dans la région dans une énième opération de ratissage des lieux à la recherche de ce groupe auteur de ce lâche attentat qui a ravi la vie à deux patriotes, l'un âgé de 26 ans originaire d'Oum-El-Bouaghi et le deuxième, 22 ans, originaire de Biskra.

H. M.

## Deux jeunes blessés par des gendarmes à Bechloul

Deux jeunes passagers d'un véhicule ont failli se faire tuer hier dans l'après-midi, à Bechloul, à 20 kilomètres au sud-est de Bouira, après leur refus d'obtempérer aux ordres des gendarmes de s'arrêter.

D'après des informations concordantes, les deux jeunes, en compagnie d'une jeune fille, ont refusé une première fois de s'arrêter au niveau du barrage fixe d'El-Adjiba, au carrefour de la RN5 et à quelques centaines de mètres

du lieu où deux gendarmes venaient d'être assassinés la veille sur la bretelle reliant l'autoroute et la RN5.

Suite à quoi, les gendarmes d'El Adjiba ont alerté ceux de Bechloul, direction qu'avait prise le véhicule. Arrivés à Bechloul, le conducteur a, là aussi, essayé de forcer le barrage de la gendarmerie.

Les gendarmes, qui étaient en alerte, ont alors tiré sur le véhicule qui fut immobilisé, blessant les

deux jeunes qui étaient à l'avant du véhicule, ainsi que la jeune fille qui était à l'arrière. Une enquête est ouverte pour élucider les véritables circonstances qui ont amené ces deux jeunes à ne pas obtempérer devant les gendarmes.

Les trois blessés ont été transportés vers l'hôpital de Bouira sous bonne escorte, pour une prise en charge médicale avant leur interrogatoire.

H. M.

**FÊTANT SOIXANTE ANS DE PRÉSENCE EN ALGÉRIE**

## Le CICR dresse un bilan de son action

**Fêtant sa soixantième année de présence en Algérie, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a présenté hier le bilan de ses activités. Son chef de délégation en Algérie est longuement revenu sur le rôle joué par le CICR pendant la guerre de Libération.**

**Nawal Imès- Alger (Le Soir) -** Le chef de la délégation du Comité international de la Croix-Rouge en Algérie expliquait hier que le rôle du CICR était souvent mal perçu, surtout par les plus jeunes qui pensent à tort qu'il s'agit d'une organisation à caractère religieux. Askar Umarbekov insiste sur le caractère neutre de l'organisation qu'il représente.

Il était hier l'invité d'El Moudjahid pour évoquer le rôle joué par le CICR durant la guerre de Libération. Des liens historiques, dit-il, unissent son organisation et l'Algérie. Dès le déclenchement de la lutte armée, le CICR avait pris l'initiative de rencontrer les autorités françaises et a fait une offre de service.

Il aura fallu attendre près d'une année pour qu'une mission humanitaire soit enfin autorisée à travailler en Algérie. D'emblée, le CICR avait exigé d'avoir accès à la liste nominative des personnes détenues et de pouvoir accéder aux lieux de détention.

Ses représentants s'étaient fixé comme objectifs de faciliter les contacts entre les détenus et leurs familles, et de proposer des secours alimentaires aux familles des personnes détenues.

Une offre de service qui n'a pas été acceptée dans sa totalité par les autorités françaises qui avaient posé une condition : que le travail du CICR se fasse sans «publicité» et dans le respect de la confidentialité.

En dépit de quelques restrictions, le CICR a pu, entre 1955 et 1962, se rendre dans 490 centres de détention en Algérie et 96 lieux de détention en France. Grâce à des entretiens en tête-à-tête avec des détenus, le CICR a pris connaissance de l'existence de centres de tri et de transit.

Ses membres insistent pour y avoir accès et parviennent à obtenir les autorisations nécessaires. Askar Umarbekov explique qu'un long débat avait été entrepris avec le gouvernement français autour de la qualification des «événements d'Algérie».

La France considérait en effet que ce qui s'y passait était «une affaire interne» et il aura fallu 18 mois de palabres pour faire accepter l'idée du conflit armé non international. Conformément à sa philosophie, le CICR avait également entrepris des contacts avec le Gouvernement provisoire algérien en vu de la libération de quelques détenus français. Une tâche pas toujours facile, avoue le chef de la



Askar Umarbekov

délégation du CICR en Algérie.

En 1957, le Croissant-Rouge

algérien demandait à être reconnu et devenait ainsi un partenaire

important du CICR. Ensemble, ils ont mené des missions d'aide aux réfugiés algériens au Maroc et en Tunisie. Après le cessez-le-feu, le CICR a facilité la libération des détenus des deux parties.

En 1963, le CRA prenait le relais du CICR qui se retirait d'Algérie. Ce n'est qu'en 1999 qu'il faisait une offre de service au gouvernement algérien avec pour but de visiter les centres de détention. En 2002, le gouvernement algérien et le CICR signaient un accord de siège. Depuis il s'est fixé comme programme d'action, entre autres, les visites des lieux de détention, la formation en droit international et le soutien au CRA.

N. I.

**IN SALAH**

## La protesta se poursuit

Plus de 600 citoyens ont marché hier, à In Salah. La majorité des administrations et des commerces ont toutefois repris du service.

Selon des sources locales, les marches qui ont repris depuis samedi à In Salah, après un bref «break», sont plutôt à caractère symbolique. «Le rassemblement permanent devant le siège de la daïra a été levé. Beaucoup de manifestants sont rentrés chez eux. Mais des dizaines de

jeunes personnes persistent à occuper le terrain et à faire entendre leurs voix, jusqu'à la tenue de la réunion d'Alger», précisent nos sources.

En effet, le déplacement à Alger du comité des trente représentants de la société civile, pour rencontrer un haut responsable, fort probablement Abdelmalek Sellal, est très attendu à In Salah. Les réponses de Abdelaziz Bouteflika aux contestataires de l'exploration du gaz

non-conventionnel dans la région n'ont pas totalement convaincu. Les citoyens d'In Salah réclament plus de garanties. La question de la fracturation hydraulique les inquiète au plus haut point. Le comité des trente exige la constitution d'une commission de cinq ingénieurs d'In Salah, qui seront chargés de suivre l'opération d'exploration du gaz non-conventionnel dans la région, à titre d'observateurs.

M. M.